



L'économie de l'investissement dans les pratiques de gestion durable des terres au Sénégal Fiche d'information

La régénération naturelle assistée (RNA) est une approche d'agroforesterie qui vise à susciter ou stimuler la régénération naturelle des espèces ligneuses. Elle consiste à protéger les jeunes plantes qui poussent naturellement et à promouvoir leur développement. En fonction du type d'arbres concernés, la RNA peut contribuer à la fourniture d'une grande variété de services écosystémiques, en fournissant par exemple des aliments (fruits, noix et gousses), du fourrage et du bois de chauffage, et augmenter la séquestration du carbone. La pratique est peu coûteuse et les effets positifs potentiels considérables sur l'environnement et sur les conditions de vie des populations locales ont été largement documentés. Les pratiques de RNA contribuent au maintien et / ou la restauration de la fertilité des sols, entre autres moyens par la production accrue de débris ligneux, ce qui apporte de la matière organique aux champs des agriculteurs. La présente note présente les résultats clés d'une étude ELD sur les coûts et les avantages de la RNA ainsi que des pratiques de gestion durable des terres (GDT), sur différents sites au Sénégal.

La valeur des terres

Créée en 2011, l'Initiative de l'économie de la dégradation des terres (ELD) vise à transformer la compréhension mondiale de la valeur économique des terres, et par conséquent, du coût de sa dégradation. Elle a pour objectif d'améliorer la sensibilisation des acteurs sur l'argumentaire socio-économique afin de promouvoir la gestion durable des terres, L'ELD offre des outils et des méthodes d'évaluations qui permettent aux parties prenantes d'entreprendre des analyses coût-avantage des terres et de leur utilisation par le biais d'une évaluation économique globale et à prendre en compte les résultats de ces évaluations dans le processus décisionnel.

Contexte

Au Sénégal, la terre est soumise à diverses formes de dégradation tel que la **salinisation, l'érosion hydrique et éolienne, et la baisse de la fertilité**. Ces processus se sont empirés depuis les années 1970, et **près des deux tiers des terres arables sont aujourd'hui touchées par la dégradation**, ou plus d'un tiers de l'ensemble du territoire. Au cours de la période 1990-2000, cela a provoqué **des pertes économiques d'environ 4,5% du PIB du pays en 2000, et 8% en 2007**. Suite à cela, le gouvernement sénégalais a mis en place un plan d'action national pour lutter contre la désertification, et a adopté un cadre national d'investissement pour la gestion durable des terres (GDT) avec une stratégie de financement intégrée. Il appuie également la mise en œuvre des pratiques de GDT.

Le Sénégal est l'un des pays où le projet « ReGreening Africa » intervient activement. **Ce projet a pour objectif d'encourager 80.000 ménages à adopter la RNA** et à vulgariser sa mise en œuvre dans les régions de Kaffrine, Kaolack, et d'autres en 2022.

Pour contribuer à cet objectif, l'Initiative ELD a mené des études en vue d'analyser la viabilité des mesures de GDT prévues.

Résultats

Sur les quatre sites (Pata, région de Kolda, Kamb, région de Louga, Mbar Diop, région de Thiès, et Daga Birame, région de Kaffrine), divers services écosystémiques ont été identifiés, notamment *les services d'approvisionnement* tels que la fourniture de légumes et de produits forestiers non ligneux, ou *les services de régulation* tels que la séquestration du carbone.

Toutefois, il a également été constaté que **les quatre sites de l'étude sont affectés par la dégradation, en particulier sous forme de dégradation des sols et de régression de la couverture végétale**. Le coût de la dégradation des terres à Kamb, par exemple, est estimé à 4,7 milliards de FCFA sur la période 2011-2018, soit en moyenne 667 FCFA millions (plus de 1 million €) par an - 10 fois le budget 2018 de la municipalité. L'ampleur des pertes économiques dues à la dégradation varie en fonction des écosystèmes, **les pertes les plus énormes ayant été enregistrées dans les zones de steppe, suivies des plantations de gommiers**. A Pata, les coûts associés aux pertes du couvert forestier sont beaucoup plus élevés que le revenu agricole généré par l'agriculture sur ces terres dégradées.

Analyses coûts-avantages

Les analyses coûts-avantages sur les sites d'étude ont porté sur la comparaison du scénario de statu quo avec celui où certaines pratiques de GDT ont été mises en

œuvre. Elles ont notamment abouti aux conclusions suivantes :

- **Kamb** : À l'exception de la mise en jachère des terres de cultures pluviales, qui s'est avérée financièrement rentable à moyen et à long terme (≥ 4 ans), toutes les options de GDT, telle l'utilisation d'engrais organiques, d'approches d'agroforesterie et de la RNA sont viables quelle que soit la période de temps.
- **Pata** : la RNA donne plus d'avantages financiers et économiques que la monoculture de mil (cultures vivrières), la monoculture d'arachides (cultures de rente), ou l'association de cultures de mil / arachide.
- **Daga Birame** : Les options de GDT retenues dans cette localité sur une période de huit ans comprenaient la RNA, la domestication des arbres fruitiers et forestiers (*Ziziphus mauritiana* et *tamarindus indicus*) et la fermeture de zones concernées par un accord de gestion locale qui interdit le bûcheronnage avant qu'un arbre ait atteint 10 ans, mais permet l'exploitation de fourrage. Ces options ont toutes été jugées viables et préférables au statu quo en termes économiques.
- **Mbar Diop** : L'activité minière accrue a conduit à la délocalisation de ce village. Les données suggèrent que l'agriculture devient moins viable financièrement à mesure que les opérations minières s'intensifient et que les mines se rapprochent des terres cultivées.

Recommandations

Sur la base des principales conclusions de l'étude, les recommandations suivantes ont été formulées à l'endroit des :

1. **Responsables politiques** : (i) améliorer les droits de propriété foncière et assurer une plus grande sécurité foncière pour encourager l'adoption de mesures de GDT, et (ii) accroître les financements pour la mise en œuvre des pratiques en question.
2. **Organisations internationales / donateurs** : faciliter l'accès au financement des projets de GDT élaborés par les communautés locales
3. **Entreprises privées** : soutenir le développement des chaînes de valeur en favorisant l'intégration des chaînes de production orientées vers l'utilisation de produits issus des pratiques de GDT.
4. **Les utilisateurs des terres**, sont enfin encouragés à (i) s'impliquer dans la GDT à la fois individuellement et collectivement, (ii) jouer un rôle actif dans la conception des projets (GDT) de développement communautaire, et (iii) à entreprendre des initiatives entrepreneuriales y relatives.

Conclusion

Les études de cas ont montré que la dégradation au Sénégal a un coût élevé en termes de services écosystémiques et d'avantages sociaux. La situation de statu quo aggraverait cet état de choses, alors que la plupart des options de GDT évaluées par l'ELD sont financièrement souhaitables pour les utilisateurs locaux. Un environnement favorable devrait donc être créé pour la mise en œuvre de ces options.



Des rangées d'arachides entre tamariniers introduits sur ce terrain communal champ de RNA à Diga Birame © ISRA / CNRF

Pour en savoir plus en ligne :

ELD

<https://www.eld-initiative.org/en/>

ReGreening Africa

<https://regreeningafrica.org/>



Co-funded by the
European Union



Implemented by

